

" Marche pour le climat "

Le mouvement citoyen Alternatiba d'Auch appelle à une mobilisation et à marcher dimanche 28 mars à 14 heures su départ du Dôme de Gascogne



" Marche pour le climat "

Alternatiba-Auch communique :

" Le projet de loi Climat et résilience du gouvernement est totalement insuffisant pour permettre à la France d'atteindre ses objectifs climat. Plus de 300 organisations appellent à une marche massive le 28 mars pour dénoncer son manque d'ambition et exiger une vraie loi Climat à la hauteur de l'urgence écologique.

Les avis rendus sur le projet de loi Climat et résilience sont unanimes :

- Le Haut Conseil pour le Climat conclut que "ces mesures ne permettraient pas à la France de rattraper son retard dans la transition bas-carbone."
- Le Conseil national de la transition écologique "s'inquiète de la baisse insuffisante des émissions

de gaz à effet de serre induite par cette loi, et demande de mobiliser les moyens, leviers d'action et outils de politiques publiques nécessaires".

- Le Conseil économique, social et environnemental estime que les mesures sont "souvent limitées, souvent différées, souvent soumises à des conditions telles qu'on doute de les voir mises en œuvre à terme rapproché".

De même, alors que cette loi est censée être issue des travaux de la Convention Citoyenne sur le

Climat, les 150 citoyen-ne-es qui la composent sont extrêmement critiques du projet de loi : à la question "dans quelle mesure les décisions du gouvernement relatives aux propositions de la CCC permettent-elles de s'approcher de l'objectif fixé ?", les 150 ont donné au texte une note de 2,5 sur 10.

Alors qu'il s'était engagé à transmettre "sans filtre" toutes les mesures de la CCC, Emmanuel Macron a trahi les citoyens de la CCC en ne respectant pas ses propres engagements. En effet, la plupart des mesures ont été détricotées, voire écartées.

À Auch aussi, nous avons besoin d'une loi plus ambitieuse qui contraint les élus locaux à abandonner les pratiques d'autrefois et cesser l'artificialisation des sols comme par exemple dans la zone de Naréoux.

Visiblement ce n'est pas notre député gersois, Jean-René Cazeneuve rapporteur général de cette loi qui y parviendra ".